**MODÈLE DE DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L’EXPÉRIENCE ET DE L’ENGAGEMENT PROFESSIONNEL**

*Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de la délibération. Ils doivent être supprimés de la délibération définitive.*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L714-4 et L714-5,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l’application de l’article L714-4 du Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat et des magistrats de l’ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d’Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l’appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu *(préciser les arrêtés fixant les montants de référence pour les corps et services de l’Etat correspondants au grade détenu par les agents de la collectivité)*

* *pour les ADJOINTS ADMINISTRATIFS / ADJOINTS D’ANIMATION / AGENTS SOCIAUX / OPERATEURS DES APS / ATSEM / AUXILIAIRES DE SOINS :* l’arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les REDACTEURS / EDUCATEURS DES APS / ANIMATEURS :* l’arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les ADJOINTS TECHNIQUES / AGENTS DE MAITRISE :* l’arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les ATTACHES - SECRETAIRES DE MAIRIE / DIRECTEURS D’ETABLISSEMENT D’ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE :* l’arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les ADMINISTRATEURS :* l’arrêté du 29 juin 2015 pris pour l’application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les ADJOINTS DU PATRIMOINE :* l’arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les MONITEURS-EDUCATEURS ET INTERVENANTS FAMILIAUX / INFIRMIERS / TECHNICIENS PARAMEDICAUX / AUXILIAIRES DE PUERICULTURE / AIDES-SOIGNANTS :* l’arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d’infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les CONSERVATEURS DU PATRIMOINE :* l’arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

# *pour les INGENIEURS :* l’arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe et du 2e groupe des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

* *pour les CONSERVATEURS DE BIBILIOTHEQUES / BIBLIOTHECAIRES / ATTACHES DE CONSERVATION DU PATRIMOINE / ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES :* l’arrêté du 14 mai 2018 portant application aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les MEDECINS :* l’arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS :* l’arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les INGENIEURS EN CHEF :* l’arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les BIOLOGISTES, VETERINAIRES ET PHARMACIENS :* l’arrêté du 8 avril 2019 portant application au corps des inspecteurs de santé publique vétérinaire des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les ASSISTANTS SOCIO-EDUCATIFS / PUERICULTRICES / INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX :* l’arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,
* *pour les CONSEILLERS SOCIO-EDUCATIFS / CONSEILLERS DES APS / SAGES-FEMMES / CADRES DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX / CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX / PUERICULTRICES CADRE DE SANTE :* l’arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

# *pour les TECHNICIENS :* l’arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

* *pour les PSYCHOLOGUES :* l’arrêté du 8 mars 2022 portant application au corps des psychologues du ministère de la justice des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en oeuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu la *(ou les)* délibération*(s)* n° ….. en date du …. instituant les différentes primes et indemnités de la collectivité,

Vu l’avis du Comité Technique en date du ………… *(avis préalable OBLIGATOIRE),*

Considérant que le RIFSEEP se substitue à l’ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu,

Considérant que le RIFSEEP est composé de 2 parts obligatoires, l’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (IFSE) et le complément indemnitaire annuel (CIA),

------------------------------------

**CHAPITRE 1 - MISE EN PLACE DE L’INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D’EXPERTISE (I.F.S.E.)**

**1) Le principe**

L’IFSE vise à valoriser l’exercice des fonctions et constitue l’indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d’une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d’autre part, sur la prise en compte de l’expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée auposte de l’agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d’emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

* Fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
* Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des fonctions,
* Sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

**2) Les bénéficiaires**

L’IFSE est instituée, selon les modalités ci-après et dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d’Etat :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

- *(le cas échéant)* aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel *(la collectivité pourra, le cas échéant, prévoir pour les agents contractuels une ancienneté de services à détenir au sein de la collectivité pour bénéficier de l’I.F.S.E.)*.

 **3) La détermination des groupes de fonctions et les montants maxima**

Pour l’Etat, chaque part de la prime est composée d’un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds. Chaque emploi de la collectivité *(établissement public)* est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d’expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés.

 *A titre d’exemple, il est proposé ci-dessous la répartition en groupes de fonctions pour les emplois relevant de trois cadres d’emplois de la filière administrative de la fonction publique territoriale, relevant chacun de l’une des trois catégories hiérarchiques (A, B et C) –*

 ***‼Tableaux à adapter selon les cadres d’emplois présents effectivement dans la structure ‼***

**Catégorie A**

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d’emplois des ATTACHES / SECRETAIRES DE MAIRIE** | **Montant maximum annuel de l’IFSE** |
| **Groupe de fonctions \*** | **Emplois** *(à titre indicatif)* **\*\*** | Montant annuel maximum d’IFSE retenu par l’organe délibérant | Montant plafond à l’Etat |
| **Groupe 1** | *Exemple : Directeur général de services …* |  | **36 210 €** |
| **Groupe 2** | *Exemple : Directeur adjoint d’une collectivité, responsable de plusieurs services …* |  | **32 130 €** |
| **Groupe 3** | *Exemple : Responsable d’un service, d’une équipe …* |  | **25 500 €** |
| **Groupe 4** | *Exemple : Adjoint au responsable de service, chargé de mission, …* |  | **20 400 €** |

**Catégorie B**

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d’emplois des REDACTEURS** | **Montant maximum annuel de l’IFSE** |
| **Groupe de fonctions \*** | **Emplois** *(à titre indicatif)* **\*\*** | Montant annuel maximum d’IFSE retenu par l’organe délibérant | Montant plafond à l’Etat |
| **Groupe 1** | *Exemple : Secrétaire de mairie, Directeur de structure, responsable de services, …* |  | **17 480 €** |
| **Groupe 2** | *Adjoint au responsable de la structure, responsable d’équipe, gestionnaire expert …* |  | **16 015 €** |
| **Groupe 3** | *Assistant de direction, gestionnaire …* |  | **14°650 €** |

**Catégorie C**

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d’emplois des ADJOINTS ADMINISTRATIFS** | **Montant maximum annuel de l’IFSE** |
| **Groupe de fonctions \*** | **Emplois** *(à titre indicatif)* **\*\*** | Montant annuel maximum d’IFSE retenu par l’organe délibérant | Montant plafond à l’Etat |
| **Groupe 1** | *Exemple : agent en charge du secrétariat de mairie, gestionnaire paie, marchés publics …* |  | **11 340 €** |
| **Groupe 2** | *Agent de services administratifs …* |  | **10 800 €** |

*\* la collectivité est libre de choisir un nombre de groupe de fonctions inférieur pour le cadre d’emplois, afin de tenir compte des réalités de la structure.*

*\*\* La classification en catégorie d’emplois pour chaque groupe n’est qu’une illustration. Elle nécessite d’être adaptée aux réalités de votre collectivité.*

Les montants annuels de référence de l’IFSE tels que définis par l’organe délibérant sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents occupés sur un emploi à temps non complet. Par ailleurs, pour les agents à temps partiel ces montants sont réduits dans les mêmes conditions que le traitement.

##### 4) Le réexamen du montant de l’IFSE :

Le montant annuel attribué à l’agent fera l’objet d’un réexamen dans les cas suivants :

* en cas de changement de fonctions ou d’emplois,
* en cas de changement de grade ou de cadre d’emplois à la suite d'une promotion, d’un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d’un concours,
* au moins tous les ….. ans*(maximum tous les 4 ans)*, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l’environnement de travail et des procédures, l’amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, …).

Ce réexamen pourra donner lieu à une réévaluation du montant annuel de l’IFSE, dans la limite de l’enveloppe indemnitaire découlant des montants maxima définis ci-dessus.

**5). Les modalités de maintien ou de suppression de l’IFSE :**

Application du décret de n°2010-997 du 26/08/2010 institué pour les agents de l’Etat :

* En cas de congé de maladie ordinaire : l’IFSE suivra le sort du traitement.
* Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d’accueil de l’enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
* En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l’I.F.S.E. est suspendu.

**6). Périodicité de versement de l’IFSE :**

Elle sera versée …………….. *(définir la périodicité)* et son montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

##### CHAPITRE II –MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

**1) Le principe :**

Le CIA est lié à l’engagement professionnel et à la manière de servir.

**2) Les bénéficiaires :**

Le CIA. est attribué, selon les modalités ci-après et dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d’Etat aux :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

- *(le cas échéant)* aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel *(la collectivité pourra, le cas échéant, prévoir pour les agents contractuels une ancienneté de services à détenir au sein de la collectivité pour bénéficier du CIA.)*.

**3) La détermination des montants maxima de CIA :**

Le CIA pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l’investissement personnel de l’agent appréciés lors de l’entretien professionnel et pourra tenir compte de :

 *(Préciser les critères et modalités d’articulation entre l’évaluation professionnelle et le niveau de prime en appréciant, à titre d’exemple :*

* *La valeur professionnelle,*
* *L’investissement personnel dans l’exercice des fonctions,*
* *Le sens du service public*
* *La capacité à travailler en équipe et la contribution apportée au collectif de travail*
* *L’absentéisme….*

Les montants plafonds annuels du CIA sont fixés comme suit :

*A titre d’exemple, il est proposé ci-dessous la répartition en groupes de fonctions pour les emplois relevant de trois cadres d’emplois de la filière administrative de la fonction publique territoriale, relevant chacun de l’une des trois catégories hiérarchiques (A, B et C) –*

 ***‼Tableaux à adapter selon les cadres d’emplois présents effectivement dans la structure ‼***

**Catégorie A *(dans la limite fixée au 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)***

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d’emplois des ATTACHES / SECRETAIRES DE MAIRIE** | **Montant maximum annuel du CIA.** |
| **Groupe de fonctions \*** | Montant annuel maximum de CIA retenu par l’organe délibérant | **Plafond global du RIFSEEP retenu par la collectivité****(IFSE + CIA)** |
| **Groupe 1** |  |  |
| **Groupe 2** |  |  |
| **Groupe 3** |  |  |
| **Groupe 4** |  |  |

**Catégorie B *(dans la limite fixée au 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)***

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d’emplois des REDACTEURS** | **Montant maximum annuel du CIA.** |
| **Groupe de fonctions \*** | Montant annuel maximum de CIA retenu par l’organe délibérant | **Plafond global du RIFSEEP retenu par la collectivité****(IFSE + CIA)** |
| **Groupe 1** |  |  |
| **Groupe 2** |  |  |
| **Groupe 3** |  |  |

**Catégorie C *(dans la limite fixée au 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)***

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d’emplois des****ADJOINTS ADMINISTRATIFS** | **Montant maximum annuel du CIA** |
| **Groupe de fonctions \*** | Montant annuel maximum de CIA retenu par l’organe délibérant | **Plafond global du RIFSEEP retenu par la collectivité****(IFSE + CIA)** |
| **Groupe 1** |  |  |
| **Groupe 2** |  |  |

*\* la collectivité est libre de choisir un nombre de groupe de fonctions inférieur pour le cadre d’emplois, afin de tenir compte des réalités de la structure.*

Les montants individuels sont fixés par l’autorité territoriale, dans la limite du montant annuel maximum retenu par l’organe délibérant. Ce montant pourra être affecté d’un coefficient de modulation, compris entre 0 et 100%, pour chacun des bénéficiaires listés ci-dessus, en fonction des critères adoptés par l’organe délibérant

Le CIA attribué individuellement sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d’évaluation.

**4) La périodicité de versement du CIA :**

Le CIA fera l’objet d’un versement en une seule fois *(ou en X fractions)* et ne sera pas reconductible automatiquement d’une année sur l’autre Le versement a lieu en année N, en tenant compte de l’évaluation professionnelle portant sur l’année N-1.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**5) Les modalités de maintien ou de suppression du CIA *(facultatif)* :**

*Possibilité pour l’organe délibérant de prévoir les modalités de la suspension ou de la modulation du CIA, en cas d’absence de résultats ou de résultats insuffisants en raison d’une situation plus ou moins longue d’indisponibilité physique de l’agent.*

**CHAPITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES**

Cette délibération *abroge ou complète,* la (les) délibération(s) antérieures susvisées, relatives au régime indemnitaire.

**CHAPITRE IV – DATE D’EFFET**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au ….. / …../ 2022. *(au plus tôt à la date de la publication et la transmission de la délibération au contrôle de légalité* ***au regard du principe de non rétroactivité*** *d’un acte réglementaire et de son caractère exécutoire dès lors qu’il a été procédé à la transmission de cet acte au représentant de l’Etat dans le département).*

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal *(ou autre organe délibérant)*, à … voix pour, … voix contre, et … abstention(s),

**DECIDE**

**Article 1er**

D’instaurer le RIFSEEP selon les modalités définies ci-dessus.

**Article 2**

D’autoriser le ………………. *(autorité territoriale)* à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de l’IFSE et du CIA dans le respect des principes définis ci-dessus.

*(Le cas échéant)* **Article 3**

La (ou Les) délibération(s) numéro … en date du … est(sont) abrogée(s).

**Article 4**

De prévoir et d’inscrire au budget les crédits nécessaires au Chapitre ….., article ….

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal *(ou autre organe délibérant).*

Fait à ………… le …/…/…,

Le Maire *(ou le Président)*

|  |
| --- |
| **Récapitulatif des plafonds applicables pour les cadres d'emplois les plus représentés** |
| Ces montants ne sont pas applicables aux agents logés pour nécessité absolue de service. Le cas échéant, il convient de se référer à l'arrêté fixant pour chaque cadre d'emplois les montants de référence pour les corps et services de l'Etat correspondants. pour connaitre le plafond applicable à ces agents *(vous trouverez la liste de ces arrêtés à la première page du modèle de délibération relative à la mise en place du RIFSEEP)*. |
| Il en est de même pour les cadres d'emplois qui n'apparaissent pas dans cette liste non exhaustive.*CE DOCUMENT N’A PAS VOCATION A ETRE JOINT A LA DELIBERATION* |
|  |  |  |  |
| ***Cadres d'emplois*** | ***Groupe de fonctions*** | ***Montant maxi IFSE*** | ***Montant maxi CIA*** |
| **CATEGORIE A** |
| Attachés / Secrétaires de mairie  | Groupe 1  | 36 210 € | 6 390 € |
| Groupe 2  | 32 130 € | 5 670 € |
| Groupe 3  | 25 500 € | 4 500 € |
| Groupe 4  | 20 400 € | 3 600 € |
|  |  |  |  |
| Ingénieurs | Groupe 1  | 46 920 € | 8 280 € |
| Groupe 2  | 40 290 € | 7 110 € |
| Groupe 3  | 36 000 € | 6 350 € |
| Groupe 4 | 31 450 € | 5 550 € |
|  |  |  |  |
| Conseillers des APS / Conseillers socio-éducatifs | Groupe 1  | 25 500 € | 4 500 € |
| Groupe 2  | 20 400 € | 3 600 € |
|  |  |  |  |
| Assistants socio-éducatifs | Groupe 1  | 19 480 € | 3 440 € |
| Groupe 2  | 15 300 € | 2 700 € |
|  |  |  |  |
| Educateurs de jeunes enfants | Groupe 1  | 14 000 € | 1 680 € |
| Groupe 2  | 13 500 € | 1 620 € |
| Groupe 3  | 13 000 € | 1 560 € |
|  |  |  |  |
| **CATEGORIE B** |
| Rédacteurs / Animateurs / Educateurs des APS  | Groupe 1  | 17 480 € | 2 380 € |
| Groupe 2  | 16 015 € | 2 185 € |
| Groupe 3  | 14 650 € | 1 995 € |
|  |  |  |  |
| Techniciens | Groupe 1  | 19 660 € | 2 680 € |
| Groupe 2  | 18 580 € | 2 535 € |
| Groupe 3  | 17 500 € | 2 385 € |
|  |  |  |  |
| **CATEGORIE C** |
| Adjoints administratifs / Adjoints d'animation / Agents sociaux / ATSEM / Auxiliaires de puériculture / Auxiliaires de soins / Opérateurs des APS / Adjoints techniques / Agents de maîtrise / Adjoints du patrimoine | Groupe 1 | 11 340 € | 1 260 € |
| Groupe 2 | 10 800 € | 1 200 € |
|  |  | MAJ le 24/01/2022 |